

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 31 (1994)
Heft: 1159

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

17 février 1994 – n° 1159
Hebdomadaire romand
Trente-et-unième année

Tout se complique, vivent les solutions simples

Tout se complique. Les grandes idéologies ne font plus recette, elles qui proposaient les références indispensables à la compréhension et à la transformation du monde. L'affrontement entre les deux Grands a laissé place à une planète multipolaire, mais cette dernière nous donne le tournis. Le risque d'un conflit généralisé n'a faibli que pour libérer la violence des nationalismes exacerbés. Et quand la menace n'est plus celle des armes, elle prend des visages nouveaux mais pas moins inquiétants: guerre économique, catastrophes écologiques, désagrégation sociale.

Il n'est guère étonnant qu'en cette période d'incertitude et de désenchantement les pouvoirs constitués comme les organisations dites représentatives — partis, syndicats — suscitent une méfiance croissante de la part de la population. Laissant le champ libre à un discours politique appauvri, à l'échange d'idées aussi péremptaires que réductrices. Le temps est aux solutions simplistes, aux mots magiques dont l'incessant martèlement tient lieu de programme. Mais au fond nous savons bien que ces incantations ne sont porteuses d'aucun avenir.

Voyez les démocrates du centre zurichois qui stigmatisent pêle-mêle «la gauche et les gentils», responsables selon eux de la criminalité et de la scène de la drogue. Comme si l'ordre allait soudain surgir de l'usage accru de la matraque et de l'incarcération.

Voyez les médecins au chevet de la crise économique. Pour les uns, il n'est de remède que dans l'intervention vigoureuse de l'Etat qui doit investir et créer des emplois, sans égard à l'endettement des collectivités publiques, lourde hypothèque à la charge des générations futures. D'autres ne jurent que par le partage du travail, comme si une simple règle de trois suffisait à répartir équitablement l'emploi disponible. D'autres encore recommandent une cure intensive de concurrence — dérèglementations par ci, privatisations par là —, oubliant que la loi de la jungle n'a jamais permis d'édifier une société.

Voyez les projets soumis ce dimanche au corps électoral genevois, qui tous promettent ce qu'ils ne sauraient tenir. L'initiative «Halte aux déficits» prétend sortir le canton de ses difficultés financières en bloquant les dépenses de l'Etat, comme si l'on pouvait arrêter brutalement un train sans le faire dérailler. Le gouvernement lui oppose une loi qui fixe un délai au rétablissement de l'équilibre budgétaire; mais on n'a jamais vu une norme juridique tenir lieu de volonté politique. Quant à la gauche elle attend plus d'équité fiscale de la publicité du registre de l'impôt; un objectif qui relève d'abord de l'efficacité du fisc.

Tout se complique. Raison suffisante pour se méfier des solutions qui n'ont que l'apparence du bon sens. La complexité exige plus que des réponses simples, carrées, définitives. Elle appelle des actions nuancées, complémentaires, expérimentales aussi. Car il faut bien l'avouer, personne aujourd'hui ne peut prétendre détenir la panacée qui nous sortira de l'impasse économique, sociale, culturelle même dans laquelle nous sommes fourrés.

Les recettes classiques — «la croissance nous sortira d'affaire» — sonnent comme une rengaine usée qui ne convainc plus. Les esquisses d'utopie — «rupture avec le capitalisme» — restent floues et sans ancrage dans le réel. Nous sommes donc condamnés à l'imagination, non pour rêver de lendemains radieux et libres de toute contrainte mais pour construire patiemment l'avenir immédiat.

La place et l'organisation du travail, le rôle de l'Etat et le fonctionnement de l'administration, le souci écologique qui anime les consommateurs, donc l'économie, la répartition des richesses, tous ces thèmes appellent des réponses nouvelles, non pas seulement techniques mais surtout politiques, c'est-à-dire collectivement assumées. Des réponses à confronter en permanence aux exigences de la justice sociale et de la solidarité. Décidément, le réformisme a de beaux jours devant lui.

JD